

## Voté à l'Assemblée, il n'est « pas à la hauteur » pour l'opposition

© 29/10/2019 |  Terre-net Média

L'Assemblée a adopté dans la nuit de lundi à mardi le projet de budget 2020 pour l'agriculture, prévu en hausse, mais dénoncé par l'opposition comme « pas à la hauteur » ni de nature à « redonner espoir » à des paysans qui « n'ont pas le moral ».



*Le budget  
2020 pour  
l'agriculture  
prévoit  
notamment  
un  
renforcement  
de la  
prévention  
des risques  
sanitaires et  
le maintien  
d'une réserve  
pour les  
crises  
agricoles.  
(©Terre-net  
Média)*

« **L**e budget du ministère de l'agriculture est préservé : 4,8 milliards d'euros, soit + 4 % en autorisations d'engagement et + 1 % en crédits de paiement », a vanté le ministre **Didier Guillaume** devant les députés. Ce budget prévoit notamment un renforcement de la prévention des risques sanitaires et le maintien d'une **réserve pour les crises agricoles**. Il « nous donne les moyens de nos ambitions » avec la « martingale gagnante » : « compétitivité, recherche et innovation transition », a insisté le ministre, appelant à être « **fiers de notre agriculture et respecter nos agriculteurs** ». Outre les crédits de la **mission "agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales"** adoptés en première lecture (à hauteur de 3,01 milliards en autorisation d'engagements), la somme abonde notamment **l'enseignement et la recherche dans le domaine agricole**.

Lors d'un long débat, marqué par quelques tensions dans la dernière ligne droite, le gouvernement a eu le soutien de la majorité LREM-MoDem, le "marcheur" Grégory Besson-Moreau louant notamment un **budget agricole** qui « tient, soutient et maintient » le secteur. Mais dans l'opposition, Jérôme Nury (LR), a dénoncé un budget qui « ne redonne ni espoir, ni moyens, ni perspectives ». « Nos paysans n'ont pas le moral » et ont notamment le sentiment « d'avoir été floués » avec la **loi Égalim** votée l'an dernier, censée revaloriser le **revenu des agriculteurs**, a-t-il affirmé. « Un paysan se suicide tous les deux jours, un tiers dispose de moins de 350 euros pour survivre. Ce bilan est nul. Ce budget aggraverait les choses », a lancé Jean-Luc Mélenchon (LFI). Sur l'alimentation, il a évoqué la « mauvaise pente » de la malbouffe qui va s'aggraver. Il a aussi dénoncé la situation de « ceux qui travaillent » la forêt où « 50 suicides » ont été recensés depuis 15 ans, d'autres élus embrayant sur la situation « terrible » des filières bois.

Voir également : [Projet de loi de finance pour 2020 – Le gouvernement renonce à baisser le budget des chambres d'agriculture](#)

« Au nom de la terre, votre budget n'est pas à la hauteur », a renchéri Sébastien Jumel (PCF), le jugeant notamment « faible au regard de l'échec patent de la loi Égalim », alors que les promesses du **président Emmanuel Macron** « n'ont pas ruiselé dans les fermes ». « Nous sommes dans le temps de la désillusion » après l'espoir suscité par les **États généraux de l'alimentation**, a aussi jugé Dominique Potier (PS) déplorant l'absence de « résultats probants à la politique qui est menée ». Pour Charles de Courson (Libertés et Territoires), « la hausse bien que limitée » du budget « ne saurait dissimuler l'absence de volonté politique de s'attaquer aux problèmes structurels ». Un seul amendement a été adopté, à l'initiative du gouvernement, pour tenir compte du maintien d'une taxe affectée à l'**Institut national de l'origine et de la qualité (Inao)** qui devait initialement être supprimée.